

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/58  
14 novembre 2000

(00-4844)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

Original: anglais

## PROPOSITION CONCERNANT UNE RÉFORME DES CONTINGENTS TARIFAIRES

### Communication des États-Unis

Les États-Unis estiment que la poursuite d'une réforme efficace du commerce des produits agricoles dépend de la volonté des Membres d'offrir des possibilités d'accès aux marchés non discriminatoires tout en réduisant le soutien ayant des effets de distorsion des échanges, ainsi qu'ils l'ont décrit dans leur proposition concernant une réforme globale à long terme du commerce des produits agricoles (document G/AG/NG/W/15 du 23 juin 2000). En outre, les États-Unis considèrent que pour atteindre cet objectif il faudra que lors du prochain cycle de négociation sur le commerce des produits agricoles, les Membres arrivent à un accord visant à élargir les possibilités d'accès aux marchés – notamment par le biais de réductions tarifaires et de l'accroissement des contingents – et à empêcher l'adoption de mesures permettant de contourner les engagements en imposant aux importateurs et exportateurs des prescriptions excessivement pesantes.

Pendant le Cycle d'Uruguay, les Membres sont convenus d'un système de contingents tarifaires, qui était selon eux la méthode la plus appropriée pour garantir l'accès aux marchés au cours du passage d'un système de commercialisation des produits agricoles comportant des obstacles tarifaires et non tarifaires complexes à un régime purement tarifaire. Pour favoriser la réalisation des objectifs des États-Unis tendant à réduire les distorsions des échanges et à limiter la protection, définis dans le document G/AG/NG/W/15, les États-Unis proposent une nouvelle réforme des contingents tarifaires qui ferait partie intégrante d'une réforme plus poussée du commerce des produits agricoles.

Pendant la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay, la majorité des contingents des Membres ont fonctionné de manière efficace. Selon l'évaluation la plus récente à laquelle a procédé l'OMC, plus de la moitié des contingents tarifaires ont été utilisés à 80 pour cent de leur capacité. Cependant, les États-Unis pensent que certaines pratiques administratives ont nui au fonctionnement de certains contingents tarifaires, ce qui explique que leur taux d'utilisation ait été bas, restreignant d'autant l'accès aux marchés qu'ils avaient pour objet d'assurer.

Un système efficace de contingents tarifaires ne devrait restreindre le commerce que dans la mesure où il limite la quantité de marchandises qui peut accéder à un marché à un taux de droit contingentaire peu élevé. Toutefois, une mauvaise gestion des contingents tarifaires et l'application de droits contingentaires élevés ont empêché les exportateurs d'utiliser ces contingents en totalité. Dans d'autres cas, les exportateurs n'ont pas pu répondre intégralement aux demandes du marché car les Membres ont administré leurs contingents tarifaires d'une manière qui a eu des effets de restriction sur les produits ou les fournisseurs, ou les deux, ou qui a entraîné une hausse du prix des importations.

Les États-Unis considèrent donc que, dans la prochaine phase de libéralisation, les Membres devraient convenir d'améliorer le système des contingents tarifaires, en se fondant sur une approche à quatre volets visant à offrir un accès aux marchés effectif aux fournisseurs et à leur permettre de répondre de manière plus précise aux demandes du marché. Ces améliorations, reposant sur les

principes définis dans le document G/AG/NG/W/15, ainsi que les réformes apportées à la concurrence à l'exportation et au soutien interne entraînant une distorsion des échanges, contribueront à la mise en place d'un système de commerce des produits agricoles plus juste et plus orienté vers le marché.

- Premièrement, les États-Unis proposent que les Membres conviennent d'élaborer des disciplines additionnelles applicables aux contingents tarifaires, grâce auxquelles l'administration des contingents ne se transformera pas en obstacle au commerce.
- Deuxièmement, les États-Unis proposent que les Membres conviennent de réduire les droits contingentaires sur la base de l'évolution passée des taux d'utilisation des contingents - plus le taux d'utilisation a été faible, plus la réduction sera forte.
- Troisièmement, comme ils l'ont indiqué dans leur proposition générale, les États-Unis proposent que les Membres abaissent les tarifs selon une approche permettant de réduire les disparités entre pays et d'augmenter progressivement les quantités visées par les contingents tarifaires.
- Quatrièmement, les États-Unis proposent que les Membres conviennent d'un mécanisme de déclenchement automatique qui réduirait les droits contingentaires lorsque le taux d'utilisation des contingents est faible.

#### **I. Amélioration des disciplines générales applicables à l'administration des contingents tarifaires**

Plusieurs Accords de l'OMC, y compris l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ainsi que les article X et XIII du GATT, comportent des disciplines applicables à l'administration des contingents tarifaires. Ces disciplines ont servi d'orientation aux Membres pour l'ouverture des contingents et, dans certains cas, ont contribué à résoudre des différends portant sur des restrictions à l'accès aux marchés. Les États-Unis estiment que si les Membres affinent ces disciplines, elles renforceront l'efficacité des contingents tarifaires ouverts pour les produits agricoles, ce qui réduira au minimum les distorsions, abaissera les obstacles au commerce et évitera aux Membres d'avoir autant recours au processus de règlement des différends. Les États-Unis proposent que les disciplines améliorées soient fondées sur les principes suivants:

- **Transparence:** Les États-Unis proposent de préciser et de renforcer les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation qui offrent une orientation en matière de transparence et celles de l'article X du GATT qui concernent la communication effective et en temps voulu, afin que les Membres soient informés des méthodes acceptables à suivre pour discipliner l'administration des contingents tarifaires. Par exemple, les Membres pourraient être tenus, en vertu des disciplines élaborées pour les contingents tarifaires ouverts pour les produits agricoles, de publier et rendre, par tous autres moyens, largement accessibles au public les dates d'attribution des contingents, les périodes de validité des licences, les supports de communication ordinaires et les procédures régissant les modifications du système de contingents. Une transparence accrue permettra aux importateurs et exportateurs potentiels d'avoir aisément accès en temps voulu aux renseignements pertinents concernant les contingents de façon à ce qu'ils puissent répondre le plus efficacement possible aux demandes du marché et profiter des contingents tarifaires d'une manière non discriminatoire.
- **Caractère non restrictif:** Le processus d'analyse et d'échange de renseignements et le Comité de l'agriculture ont mis en évidence des pratiques administratives qui restreignent l'utilisation des contingents tarifaires par les exportateurs ou limitent

l'accès à une portion étroite du marché. Pour corriger ces restrictions, les États-Unis proposent que les Membres conviennent de nouvelles disciplines fondées sur les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation de l'OMC et les articles pertinents du GATT afin de faire en sorte que les importations ne se limitent pas aux marchandises en vrac non transformées, au détriment des importations de produits transformés; d'empêcher le recours aux spécifications relatives à l'utilisation finale qui limitent les importations; d'empêcher le recours aux prescriptions concernant les mélanges, ou à d'autres critères en matière d'achats sur le marché intérieur; de corriger les distorsions provenant de l'attribution des licences par l'intermédiaire des groupes de producteurs nationaux et des mécanismes d'équivalence relatifs aux licences; d'empêcher le recours aux prescriptions restrictives en matière de réexportation; et d'assurer l'attribution de quantités commercialement viables. L'objectif de ces nouvelles disciplines est de garantir que l'administration des contingents tarifaires ne limite pas le commerce, offrant ainsi aux Membres la possibilité d'utiliser ces contingents pour des produits qui correspondent au mieux aux demandes des consommateurs.

- **Réattribution:** De nombreuses pratiques administratives relatives aux contingents tarifaires, notamment l'utilisation des licences d'importation, ne permettent pas une réattribution suffisante pour permettre aux exportateurs d'utiliser intégralement les contingents. Les États-Unis proposent que les Membres élaborent de nouvelles disciplines en matière de réattribution des licences, par exemple des prescriptions obligeant les titulaires de licences à remettre les licences inutilisées s'ils ne peuvent pas organiser d'expéditions dans des délais spécifiés. Les Membres réattribueraient les licences inutilisées en temps voulu pour donner à d'autres importateurs, y compris aux nouveaux venus, suffisamment de possibilités commercialement viables.

## **II. Accès aux marchés par un abaissement des tarifs contingentaires et une augmentation des quantités visées par les contingents tarifaires**

Les États-Unis proposent que les Membres s'engagent à poursuivre le processus de réforme lancé durant le Cycle d'Uruguay en passant progressivement à de véritables régimes purement tarifaires en s'engageant dans l'étape suivante en vue de l'élimination finale des contingents tarifaires transitoires. En conformité avec l'objectif consistant à réduire et éliminer les disparités entre niveaux tarifaires, telles qu'elles ont été définies dans la proposition générale des États-Unis (document G/AG/NG/W/15) tout en tenant compte de l'intérêt particulier que présente l'amélioration de l'accès pour les pays en développement qui, dans le cadre des arrangements existants en matière de contingents tarifaires, ont un accès aux marchés limité, voire nul, les États-Unis proposent que les Membres conviennent des mesures suivantes:

- fixer des droits contingentaires en se fondant sur l'utilisation passée des contingents, de sorte que plus cette utilisation a été faible, plus l'abaissement du droit contingentaire sera important;
- augmenter les quantités visées par les contingents tarifaires sur la base du traitement NPF pour garantir à tous les Membres de vastes possibilités d'accès aux marchés;
- augmenter substantiellement les quantités visées par les contingents tarifaires; et
- abaisser substantiellement les droits hors contingent.

### **III. Mécanisme de déclenchement quantitatif fondé sur les taux d'utilisation des contingents**

Les États-Unis estiment que les Membres devraient s'engager à améliorer l'efficacité de l'accès aux marchés qu'offrent les contingents tarifaires en abaissant les droits contingentaires lorsque les taux d'utilisation sont faibles de sorte que, si l'utilisation d'un contingent tarifaire mis en place par un Membre n'atteint pas un taux fixé à l'issue d'une période spécifiée, ce Membre abaisserait le taux contingentaire pour améliorer l'accès à son marché.

### **IV. Conclusion**

L'objectif d'une réforme de l'accès aux marchés lors du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales est de réduire les obstacles au commerce des produits agricoles. Les contingents tarifaires jouent un important rôle de transition au moment où les Membres accroissent l'accès à leur marché tout en éliminant les obstacles tarifaires. Les États-Unis pensent que ces négociations aboutiront dans la mesure où elles apporteront immédiatement une amélioration substantielle aux possibilités d'accès aux marchés et garantiront que les Membres respecteront les engagements faits au cours de ces négociations et de négociations précédentes en disciplinant les prescriptions excessivement pesantes en matière d'importation.

---